

---

## ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

*Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme*  
*Lauréat du Premier prix International des Droits de l'Homme de l'Association d'Espagne pour les*  
*Droits de l'Homme*

**Numéro 152, Août 2022**

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

### Commentaires.

Les lecteurs des *Nouvelles du SADH* savent que les nouvelles des organisations internationales sont en tête des quatre sections d'articles. Mais pas ce mois-ci. Le mois d'août est l'été dans l'hémisphère nord, période où le travail ralentit généralement, tant dans les organismes internationaux que dans les gouvernements nationaux et les opérations du secteur privé. Les organisations internationales ont pris quelques mesures d'application générale en août ; l'une d'entre elles est le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale, qui a publié ses conclusions sur la situation en Azerbaïdjan, au Bénin, au Nicaragua, en Slovaquie, au Surinam, aux États-Unis d'Amérique et au Zimbabwe, qui sont toutes d'une triste lecture ("profondément regretté", "profondément préoccupé", "troublé", "préoccupant", "préoccupant"). <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/08/un-committee-elimination-racial-discrimination-publishes-findings-azerbaijan>

Et l'Organisation des États américains a réprimandé l'ensemble de la communauté internationale pour ses échecs en Haïti, écrivant dans une déclaration sévère : "Les 20 dernières années de présence de la communauté internationale en Haïti se sont soldées par l'un des pires et des plus clairs échecs mis en œuvre et exécutés dans le cadre de la coopération internationale". [https://www.oas.org/en/media\\_center/press\\_release.asp?sCodigo=E-045/22](https://www.oas.org/en/media_center/press_release.asp?sCodigo=E-045/22)

Cependant, des rapports importants concernant des États spécifiques ont été publiés par des organismes internationaux, et les liens vers ces articles se trouvent dans les sections ci-dessous. Le plus attendu était sans doute le rapport du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme sur les "préoccupations relatives aux droits de l'homme dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, en République populaire de Chine". Le rapport de l'ONU sur les personnes disparues en Syrie, qui comprend une recommandation pour une nouvelle institution internationale, et un rapport de l'ONU présentant des preuves que le Rwanda soutient un groupe rebelle en République démocratique du Congo sont également importants. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a fait le bilan de ses quatre années de surveillance du Nicaragua, et l'Organisation internationale du travail a publié une évaluation de la résistance des syndicats et des organisations de la société civile au Myanmar, assortie de suggestions utiles sur la manière dont les organisations internationales peuvent apporter un soutien efficace.

Avec l'ouverture de la 77<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations Unies le 13 septembre et la nomination de Volker Turk en tant que nouveau Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le numéro de septembre des *Nouvelles du SADH* sera certainement rempli de rapports sur les nouvelles initiatives et d'évaluations des conditions existantes et des actions des tribunaux internationaux. Restez à l'écoute.

**Nouvelles SADH.** La Section des archives et des droits de l'homme se réunira le jeudi 22 septembre, de 15h30 à 17h30, lors de la réunion de l'ICA à Rome et par Zoom. Tous les participants à la réunion sont invités à y assister. Les personnes qui ne sont pas membres de la SADH et qui souhaitent participer

par Zoom doivent demander au président de la SADH, Vitor Fonseca, une invitation en tant qu'observateurs ([vitormowlac@gmail.com](mailto:vitormowlac@gmail.com)).

Lors de la réunion de l'ICA à Rome, le juge Rosario Salvatore Aitala de la Cour pénale internationale sera l'orateur principal et parlera du rôle des archives dans le travail de la Cour. Les membres de la SADH présenteront les projets de la SADH dans un certain nombre de sessions : sur les refuges et la cartographie du changement climatique (le 21 septembre) et sur les dossiers des commissions de vérité (le 23 septembre).

Lors du prochain *First Tuesday Talk*, le 4 octobre, Ruth Borja parlera de la commission de vérité du Pérou et de ses archives. La conférence sera en espagnol sur Zoom.

### **Nouvelles du monde/générales**

**Archives du monde des affaires.** En février, la compagnie pétrolière française TotalEnergies a accepté de financer 62 % d'un oléoduc d'Afrique de l'Est, la Chine détenant 8 % et les gouvernements ougandais et tanzanien se partageant 30 %. Il s'agit de créer "le plus long oléoduc chauffé du monde", selon *World Politics Review*, allant de l'ouest de l'Ouganda jusqu'à un port en Tanzanie, en tirant le pétrole du "gisement de Tilenga du lac Albert avec des centaines de nouveaux puits qui s'étendront des zones résidentielles aux habitats protégés des animaux dans le célèbre parc national de Murchison Falls en Ouganda". Quatre groupes de défense de l'environnement ont intenté un procès à Total, affirmant que son "rebranding" de 2021 et sa publicité montrant la société "avec des plans pour réduire sa dépendance à l'égard des revenus du pétrole en investissant dans l'énergie éolienne et solaire et dans l'électricité" constituent un "greenwashing criminel", induisant en erreur les consommateurs et les actionnaires. Ils ont fait valoir que les "nouvelles publicités de Total sont illégales au regard du droit français".  
<https://www.worldpoliticsreview.com/oil-africa-climate-change/?one-time-read-code=126295166078927036507>

Les ONG *Investigation by Earthsight* et *De Olho nos Ruralistas*, ont révélé que Brasilia do Sul, une exploitation de soja située dans l'État du Mato Grosso do Sul, au Brésil, "se trouve sur Takuara, la terre ancestrale des Guarani Kaiowa qui ont été violemment et illégalement expulsés il y a plusieurs décennies", bien que le gouvernement fédéral l'ait "officiellement reconnue comme une terre indigène". L'exploitation fournit du soja pour les poulets et les aliments pour animaux vendus en Europe, et ses haricots sont achetés par les géants américains de l'agroalimentaire Cargill et Bunge, selon les records d'expédition analysés par *Earthsight*. Bunge, cependant, a déclaré qu'il "n'a pas la ferme Brasilia do Sul dans sa base de données de fournisseurs". <https://www.earthsight.org.uk/news/US-agribusiness-soy-linked-to-stolen-indigenous-land>

La société pharmaceutique Johnson & Johnson a annoncé qu'elle allait "cesser les ventes mondiales de sa poudre pour bébé à base de talc d'ici 2023", rapporte le *Daily Beast*, deux ans après que la société a cessé de vendre le produit aux États-Unis et au Canada. La poudre a été accusée de provoquer des maladies comme le cancer des ovaires, ce que la société nie. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, Mai 2020. <https://www.thedailybeast.com/johnson-and-johnson-to-dump-talc-based-baby-powder-in-2023-after-ovarian-cancer-lawsuits?ref=home>

*Global Witness*, une NGO, "a soumis à Facebook dix publicités brésiliennes en portugais - cinq contenant de fausses informations électorales et cinq visant à délégitimer le processus électoral - et Facebook a approuvé leur diffusion. Il s'agit du même modèle d'application laxiste que *Global Witness* a découvert dans les publications au Myanmar, en Éthiopie et au Kenya. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, Mars et Juillet 2022. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/digital-threats/facebook-fails-tackle-election-disinformation-ads-ahead-tense-brazilian-election/>

Un tribunal suisse s'est déclaré compétent et a accordé une aide juridique à un agriculteur indien et à deux épouses d'agriculteurs indiens décédés qui poursuivent la société agrochimique Syngenta, a rapporté l'ONG *European Center for Constitutional and Human Rights* (ECCHR). L'affaire concerne l'empoisonnement grave d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles lors de la pulvérisation de pesticides fabriqués par Syngenta sur des champs de coton dans le district de Yavatmal, dans le centre de l'Inde. "Alors que Syngenta ... nie toute responsabilité dans ces événements, les rapports de police officiels des

autorités locales indiquent que 96 cas d'empoisonnement, dont deux ont été mortels, étaient liés à un insecticide Syngenta connu sous le nom de 'Polo'". Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, Novembre 2020. <https://www.ecchr.eu/en/press-release/yavatmal-pesticides-poisonings/>

Un tribunal fédéral américain de l'Ohio a accordé 650 millions de dollars de dommages et intérêts à deux comtés de l'Ohio dans le cadre d'un procès contre les chaînes nationales de pharmacies CVS, Walgreens et Walmart, dont il a été établi qu'elles avaient distribué des opioïdes à leurs clients d'une manière qui "a causé un grave préjudice aux communautés et créé une nuisance publique", rapporte *AP*. Deux autres chaînes - Rite Aid et Giant Eagle - ont réglé les poursuites avec les comtés avant le procès. Dans une affaire distincte, Endo International plc, dont le siège est en Irlande, a conclu un accord avec un certain nombre d'États, acceptant de payer "jusqu'à 450 millions de dollars sur 10 ans" pour "pratiques commerciales trompeuses" et "de mettre en ligne des documents relatifs aux opioïdes afin que le public puisse les consulter et de payer 2,75 millions de dollars de frais pour archiver publiquement ces documents". L'endroit où ces archives seront conservées n'a pas été signalé.

[https://www.statnews.com/2022/08/17/opioid-suit-cvs-ohio-walgreens-walmart/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=09bb938577-MR\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-09bb938577-149736437](https://www.statnews.com/2022/08/17/opioid-suit-cvs-ohio-walgreens-walmart/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=09bb938577-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-09bb938577-149736437)

L'Institut danois des droits de l'homme a publié un document de travail "qui vise à utiliser l'analyse assistée par algorithme d'un grand nombre de rapports d'entreprises conservés dans la base de données de la *Global Reporting Initiative* (GRI) sur la divulgation de la durabilité par rapport à un ensemble d'indicateurs des droits de l'homme pour compléter l'analyse qualitative des rapports d'entreprises". Comme on pouvait s'y attendre, les chercheurs ont constaté qu'il était difficile de télécharger les rapports, qu'il y avait "des variations considérables dans la présentation des données" et qu'il y avait "une variété de normes différentes comme point de départ". Ils ont souligné "la nécessité d'un ensemble commun de normes et d'un dépôt central de rapports dans un format lisible par machine" pour pouvoir examiner de manière fiable les rapports des entreprises. <https://www.humanrights.dk/publications/sustainability-reporting-human-rights>

**Climat.** Records de et perte de : La Chine a connu "la canicule la plus longue et la plus chaude... depuis le début des relevés nationaux en 1961", rapporte *New Scientist*. "Dans une partie du Yangtze, les niveaux d'eau sont les plus bas depuis le début des enregistrements en 1865". En Europe, la sécheresse "pourrait être" la pire depuis 500 ans. Pendant ce temps, d'autres endroits ont connu des inondations record. À la fin du mois de juillet, les eaux de crue du comté de Knott, dans le Kentucky (États-Unis), ont emporté les archives de la *Hindman Settlement School*, dont certaines ont été sauvées et d'autres perdues à jamais, a rapporté au *History News Network* un historien qui avait utilisé ces documents. Et comme on estime qu'un tiers du Pakistan est sous l'eau, de nombreuses archives sont certainement détruites. [https://www.newscientist.com/article/2334921-heatwave-in-china-is-the-most-severe-ever-recorded-in-the-world/?utm\\_medium=social&utm\\_campaign=echobox&utm\\_source=Twitter#Echobox=1661269229](https://www.newscientist.com/article/2334921-heatwave-in-china-is-the-most-severe-ever-recorded-in-the-world/?utm_medium=social&utm_campaign=echobox&utm_source=Twitter#Echobox=1661269229); <https://historynewsnetwork.org/article/183619>

**Trafic d'êtres humains.** *Al Jazeera* a rapporté l'interview d'un trafiquant d'êtres humains au Mexique qui a déclaré que "WhatsApp et Facebook avaient "ouvert le marché" à des endroits qu'il ne pouvait atteindre auparavant. C'est génial pour nous. Nous n'avons plus à dépenser d'argent pour les appels longue distance vers l'Amérique centrale ; c'est la première victoire", a-t-il déclaré. Deuxièmement, nous atteignons des personnes d'Afrique, d'Afghanistan - et même de Russie ces derniers temps, et tout cela grâce à WhatsApp et Facebook". Un porte-parole de Facebook a déclaré que "l'entreprise interdit tout contenu qui propose de "fournir ou de faciliter" le trafic d'êtres humains".

[https://www.aljazeera.com/economy/2022/8/17/metax-latin-america-expansion-a-boon-to-human-smugglers?emci=3eea0dab-021f-ed11-bd6e-281878b83d8a&emdi=26f11d47-031f-ed11-bd6e-281878b83d8a&ceid=9780675&utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.aljazeera.com/economy/2022/8/17/metax-latin-america-expansion-a-boon-to-human-smugglers?emci=3eea0dab-021f-ed11-bd6e-281878b83d8a&emdi=26f11d47-031f-ed11-bd6e-281878b83d8a&ceid=9780675&utm_source=substack&utm_medium=email)

**Archives médicales.** L'exploitation non conventionnelle du pétrole et du gaz, communément appelée "fracking", "libère des produits chimiques qui ont été liés au cancer et à la leucémie infantile". Plus de 10 000 puits de fracturation ont été forés dans l'État américain de Pennsylvanie entre 2002 et 2017. Une équipe de recherche a utilisé les registres des naissances de l'État (qui indiquaient le lieu de résidence à la naissance) et son registre des cancers pour les années 2009 à 2017 et les a comparés aux "ensembles de données sur les permis et les rapports de production" de l'*Office of Oil and Gas Management* du gouvernement de l'État. Ils ont rapporté dans la revue *Environmental Health Perspectives* que les

enfants ayant au moins un puits de ce type dans un rayon de 2 km de leur lieu de résidence à la naissance avaient 1,98 fois plus de chances de développer une leucémie lymphoblastique aiguë que ceux qui n'en avaient pas. <https://ehp.niehs.nih.gov/doi/10.1289/EHP11092>

Les “Forever chemicals” ou PFAS sont les noms raccourcis des substances toxiques que sont le perfluoroalkyle et le polyfluorooctane, qui sont désormais “omniprésents” dans les emballages alimentaires, les meubles et les vêtements résistant à l'huile et à l'eau. Une équipe de chercheurs a utilisé les données de l'étude de cohorte multiethnique, qui est une “cohorte prospective unique et ethniquement diversifiée de 200 000 Afro-Américains, Latinos, Amérindiens, Américains japonais et Blancs suivis depuis le début des années 1990 en Californie et à Hawaï” et a constaté que des niveaux élevés de ces substances “étaient associés à un risque 4,5 fois plus élevé” de cancer, ont-ils rapporté dans *JHEP*. Un pourcentage stupéfiant de 98 % des adultes américains ont des produits chimiques PFAS dans leur sang. [https://www.jhep-reports.eu/article/S2589-5559\(22\)00122-7/fulltext](https://www.jhep-reports.eu/article/S2589-5559(22)00122-7/fulltext)

Une équipe de chercheurs a étudié les différences de taux de survie au cancer entre les patients d'Asie de l'Est, du Sud et du Sud-Est et les patients natifs d'Hawaï et d'autres îles du Pacifique. Ils ont utilisé la base de données nationale sur le cancer des États-Unis, “un ensemble de données exhaustives basées sur les hôpitaux qui saisit plus de 70 % de toutes les tumeurs malignes nouvellement diagnostiquées aux États-Unis”, et ont examiné les neuf cancers les plus courants pour chaque groupe ethnique. Dans un rapport publié dans le *JAMA*, ils ont déclaré que “les patients hawaïens autochtones et autres insulaires du Pacifique atteints des cancers les plus courants avaient des résultats nettement moins bons que les patients d'Asie de l'Est, du Sud et du Sud-Est par rapport aux patients blancs”.  
[https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2795161?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=e22860f10c-MR\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-e22860f10c-149736437](https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2795161?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=e22860f10c-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-e22860f10c-149736437)

**Migration.** L'ONG *American Civil Liberties Union (ACLU)* a écrit au service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, indiquant qu'en juin et juillet, ses “partenaires en Arizona” ont documenté près de 50 cas de personnes sikhes arrivant à Yuma, en Arizona, “qui ont signalé que leurs couvre-chefs religieux avaient été pris par le service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis... et n'avaient jamais été rendus ou remplacés”. L'ACLU a qualifié cette situation de “grave violation de la liberté de religion”. L'ONG *Washington Office on Latin America* a renchéri en écrivant : “La base de données *Border Oversight* de WOLA comprend de nombreux autres cas de non-retour de documents et d'effets personnels, remontant à 2020”. <https://s3.documentcloud.org/documents/22125092/aclu-of-arizona-letter-on-border-patrol-confiscating-sikhs-turbans.pdf>; <https://www.wola.org/2022/08/taken-away-u-s-border-agents-widespread-confiscation-of-migrants-valuable-personal-items/?emci=10abb65b-ac24-ed11-bd6e-281878b83d8a&emdi=4813105c-7325-ed11-bd6e-281878b914e7&ceid=8788546>

“Des harcèlements, des pots-de-vin et des fraudes au nom de tests médicaux dans des centres médicaux désignés harcèlent les aspirants migrants dans les pays du Golfe”, rapporte *The Business Standard*. Les personnes souhaitant travailler dans six pays du Moyen-Orient doivent passer des tests médicaux dans des centres désignés, et les candidats à l'immigration “affirment que la plupart des centres désignés déclarent les clients inaptes et leur demandent ensuite des pots-de-vin pour modifier le rapport médical”.  
<https://www.tbsnews.net/bangladesh/migration/medical-test-adds-aspirant-migrants-woes-468962>

**Réfugiés.** Selon la Fondation Thomson Reuters, un programme pilote du gouvernement camerounais et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a permis de délivrer des cartes d'identité numériques, basées sur la biométrie, à 6 000 réfugiés de la République centrafricaine afin de les aider à accéder aux services de base. Grâce à ces cartes d'identité reconnues par le gouvernement, les réfugiés “commencent à avoir accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et à se déplacer sans crainte d'être arrêtés”. Cependant, le Cameroun n'ayant pas de loi sur la protection des données ou de la vie privée, les données personnelles des réfugiés sont en danger lorsqu'elles sont détenues par le gouvernement. [https://news.trust.org/item/20220826125934-b35yj/?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Espresso%2030%20August&utm\\_content=Espresso%2030%20August+CID\\_37d4e7038d5ea6076bdcd46e1b8aa32&utm\\_source=newsletter&utm\\_term=For%20refugees%20in%20Cameroon%20digital%20IDs%20are%20a%20life%20changer](https://news.trust.org/item/20220826125934-b35yj/?utm_medium=email&utm_campaign=Espresso%2030%20August&utm_content=Espresso%2030%20August+CID_37d4e7038d5ea6076bdcd46e1b8aa32&utm_source=newsletter&utm_term=For%20refugees%20in%20Cameroon%20digital%20IDs%20are%20a%20life%20changer)

**Rapatriement.** Les procureurs américains ont annoncé le rapatriement de “dizaines de reliques pillées au Cambodge”, chacune d'entre elles ayant été vendue par le marchand d'antiquités décédé Douglas

Latchford, dont les activités ont été révélées dans les “Pandora Papers, un coffre de plus de 11,9 millions de documents” obtenu par le Consortium international des journalistes d’investigation. Les autorités américaines ont déclaré que les pièces renvoyées “suivaient les voies communes de la contrebande internationale de reliques, à savoir de faux documents d’origine, de faux documents douaniers et des ventes privées discrètes”. [https://www.icij.org/investigations/pandora-papers/as-us-returns-looted-relics-to-cambodia-officials-call-on-more-collectors-to-come-clean/?utm\\_source=ICIJ&utm\\_campaign=bcbd50c070-20220815\\_WeeklyEmail&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_992ecfdbb2-bcbd50c070-83815091](https://www.icij.org/investigations/pandora-papers/as-us-returns-looted-relics-to-cambodia-officials-call-on-more-collectors-to-come-clean/?utm_source=ICIJ&utm_campaign=bcbd50c070-20220815_WeeklyEmail&utm_medium=email&utm_term=0_992ecfdbb2-bcbd50c070-83815091)

**Esclavage.** Trois spécialistes de l’esclavage moderne ont utilisé “une base de données établie sur la guerre, le Programme de données sur les conflits d’Uppsala, pour déterminer dans quelle mesure et de quelle manière les conflits armés s’entrecroisent avec différentes formes d’esclavage contemporain”, ont-ils indiqué dans *The Conversation*. En examinant 171 conflits armés différents entre 1989 et 2016, qui ont fait rage pendant un total de 1 113 ans, ils ont comparé les données sur les conflits à des informations provenant d’*Amnesty International*, de *Human Rights Watch*, de “comptes rendus d’études, de reportages de journalistes et de documents d’organisations gouvernementales et internationales” et ont constaté que sur ces 1 113 ans, “87 % contenaient des enfants soldats, 34 % de l’exploitation sexuelle et des mariages forcés, environ 24 % du travail forcé et près de 17 % de la traite des êtres humains”. [https://theconversation.com/slavery-and-war-are-tightly-connected-but-we-had-no-idea-just-how-much-until-we-crunched-the-data-169904?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20August%2025%202022%20-%202383823799&utm\\_content=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20August%2025%202022%20-%202383823799+Version+B+CID\\_176b445e361bfce346f65265ce96bb7e&utm\\_source=campaign\\_monitor\\_us&utm\\_term=Slavery%20and%20war%20are%20tightly%20connected%20but%20we%20had%20no%20idea%20just%20how%20much%20until%20we%20crunched%20the%20data](https://theconversation.com/slavery-and-war-are-tightly-connected-but-we-had-no-idea-just-how-much-until-we-crunched-the-data-169904?utm_medium=email&utm_campaign=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20August%2025%202022%20-%202383823799&utm_content=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20August%2025%202022%20-%202383823799+Version+B+CID_176b445e361bfce346f65265ce96bb7e&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=Slavery%20and%20war%20are%20tightly%20connected%20but%20we%20had%20no%20idea%20just%20how%20much%20until%20we%20crunched%20the%20data)

**Deuxième Guerre Mondiale.** Le *Guardian* a publié un article de fond sur Moritz Hochschild, un magnat de l’industrie minière en Bolivie dans les années 1930, qui a contribué à sauver “jusqu’à 22 000 Juifs de l’Allemagne nazie et de l’Europe occupée en les amenant en Bolivie entre 1938 et 1940”. Cette activité est documentée par des documents de sa société, qui ont été découverts en 1999 dans des entrepôts appartenant aux sociétés minières d’État qui avaient repris les sociétés de Hochschild après la révolution bolivienne de 1952. Ces archives se trouvent désormais à la bibliothèque du Congrès bolivien. [https://www.theguardian.com/world/2022/aug/11/bolivia-tin-baron-moritz-hochschild-saved-thousands-of-jewish-refugees?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.theguardian.com/world/2022/aug/11/bolivia-tin-baron-moritz-hochschild-saved-thousands-of-jewish-refugees?utm_source=substack&utm_medium=email)

Une nouvelle loi de l’État américain de New York exige que les musées “affichent des panneaux à côté des œuvres d’art d’avant 1945 dont on sait qu’elles ont été volées ou vendues de force sous le régime nazi”, rapporte *NBC News*. Et la loi de l’État “exige que les œuvres créées avant 1945 qui ont changé de propriétaire dans l’Europe nazie soient enregistrées dans le registre des pertes d’art, une base de données privée de plus de 700 000 œuvres d’art perdues, volées et pillées”. <https://www.aol.com/news/york-museums-required-acknowledge-art-164626713.html>

## **Nouvelles bilatérales et multilatérales.**

**Algérie/France.** Lors de la visite du président français Emmanuel Macron en Algérie, les deux nations ont publié une proclamation qui comprenait “la promesse d’ouvrir les archives des deux pays à une commission mixte d’historiens français et algériens pour étudier les questions litigieuses de la mémoire historique”, rapporte *Wilson Weekly*. Steven Kramer, membre de l’équipe Wilson, a mis en garde : “Confronter la mémoire historique ... risque de se concentrer sur l’extrême violence de 130 ans de colonialisme français en Algérie, au cours desquels la population indigène a perdu ses terres et ses biens et a été privée de ses droits civils et politiques. Le processus de décolonisation a également été horrible... il n’est pas certain que le fait de se concentrer sur le passé favorise la bonne entente entre les deux pays”. [https://www.wilsoncenter.org/article/macron-algeria-weight-past?utm\\_medium=email&utm\\_source=newsletter&utm\\_campaign=wilson&emci=89194f02-0a2a-ed11-ae83-281878b83d8a&emdi=75ddff7a-c32a-ed11-ae83-281878b83d8a&ceid=29308](https://www.wilsoncenter.org/article/macron-algeria-weight-past?utm_medium=email&utm_source=newsletter&utm_campaign=wilson&emci=89194f02-0a2a-ed11-ae83-281878b83d8a&emdi=75ddff7a-c32a-ed11-ae83-281878b83d8a&ceid=29308)

**Cameroun/France.** Le président français Macron a annoncé, lors de sa visite officielle au Cameroun le 26 juillet, qu’il soutenait la création d’une commission mixte de chercheurs des deux pays pour “faire la lumière” sur les actions de la France, tant pendant la colonisation qu’après l’indépendance du Cameroun. Interrogé par *Le Monde*, le spécialiste du Cameroun Jacob Tatsitsa s’est dit “sceptique” quant à la proposition d’une commission officielle, soulignant le travail scientifique déjà effectué et la crainte



d'une "historiographie sous contrôle étatique". Cependant, il "souhaite l'ouverture effective des dernières archives, notamment celles des services secrets, et que toutes les archives soient ouvertes à tous, et pas seulement à la Commission". <https://histoirecoloniale.net/Pour-l-historien-Jacob-Tatsitsa-la-reconnaissance-de-la-guerre-du-Cameroun-n-a.html>

République démocratique du Congo/Rwanda. Le groupe d'experts des Nations unies sur le Congo a envoyé un rapport au Conseil de sécurité présentant "des preuves fondées sur des témoignages et des images de drone selon lesquelles la Force de défense du Rwanda a soutenu le groupe rebelle M23" en République démocratique du Congo, rapporte Bloomberg. "Le rapport comprend une annexe contenant des dizaines de pages de photographies et de captures d'écran de séquences filmées par des drones qui semblent confirmer les accusations du gouvernement congolais selon lesquelles le Rwanda soutient la rébellion du M23, qui, selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés, a déplacé plus de 170 000 personnes depuis novembre 2008". <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-08-04/un-group-of-experts-say-rwanda-is-backing-rebels-fighting-congo>

Inde/Pakistan. Soixante-quinze ans après la partition de l'Inde et du Pakistan, les tensions entre les deux États persistent et "ils accordent rarement des visas à leurs citoyens respectifs, ce qui rend les visites presque impossibles - mais les médias sociaux ont aidé les gens de part et d'autre de la frontière à se connecter", écrit la *Fondation Thomson Reuters*. Les deux pays figurent "parmi les plus grands marchés de médias sociaux du monde" et des projets tels que les archives de la partition de 1947, qui contiennent environ 10 500 récits oraux, et le projet Dastaan, qui "utilise la réalité virtuelle pour documenter les récits des survivants de la partition et leur permettre de revisiter leur lieu de naissance", ont de nombreux adeptes. Cependant, le professeur d'histoire Ayesha Jalal a mis en garde : "Bien qu'immensément utiles, ces initiatives concernant la Partition ne doivent pas être considérées comme un substitut à la compréhension historique des causes de la Partition". [https://news.trust.org/item/20220809131732-vkkm9/?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Espresso%2010%20August&utm\\_content=Espresso%2010%20August+CID\\_b874fb5a712b1eb8e84403bed39cd916&utm\\_source=newsletter&utm\\_term=India%20Partition%20After%2075%20years%20tech%20opens%20a%20window%20into%20the%20past](https://news.trust.org/item/20220809131732-vkkm9/?utm_medium=email&utm_campaign=Espresso%2010%20August&utm_content=Espresso%2010%20August+CID_b874fb5a712b1eb8e84403bed39cd916&utm_source=newsletter&utm_term=India%20Partition%20After%2075%20years%20tech%20opens%20a%20window%20into%20the%20past)

Indonésie/Timor-Leste. Le président du Timor-Leste, Jose Ramos-Horta, a remis un prix au général de l'armée indonésienne à la retraite, Hendropriyono, rapporte *UCA News*. Le rapport Chega ! de la commission vérité du Timor-Leste (CAVR) inclut Hendropriyono dans sa liste d'officiers supérieurs et de fonctionnaires qui semblent porter une responsabilité individuelle ou de commandement pour les crimes contre l'humanité commis en 1999 et qui devraient "au minimum faire l'objet de nouvelles enquêtes criminelles", a écrit Patrick Walsh, ancien conseiller de la commission. <https://www.ucanews.com/news/timorese-slam-award-for-rights-abuser-ex-general/98487>; <https://www.facebook.com/patrick.walsh.73594479>

État islamique/États-Unis. Mohammed Khalifa, un "citoyen canadien d'origine saoudienne" qui était un membre éminent de l'État islamique (ISIS), a été reconnu coupable et condamné à la prison à vie aux États-Unis après avoir plaidé coupable de "conspiration en vue de fournir un soutien matériel ou des ressources à une organisation terroriste étrangère". Il a "fourni la narration et la traduction d'environ 15 vidéos créées et distribuées" par ISIS, dont deux dans lesquelles on le voit exécuter un soldat syrien. [https://www.justice.gov/opa/pr/leading-isis-media-figure-and-foreign-fighter-sentenced-life-imprisonment?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=0f8c71c126-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-0f8c71c126-90540617](https://www.justice.gov/opa/pr/leading-isis-media-figure-and-foreign-fighter-sentenced-life-imprisonment?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=0f8c71c126-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-0f8c71c126-90540617)

Israël/Liban. À partir de 243 lettres de 2006 à 2021 adressées par le Liban au Conseil de sécurité des Nations unies, un enquêteur libanais soutenu par l'université Johannes Gutenberg de Mayence a reconstitué 22 111 survols israéliens de l'espace aérien libanais, rapporte *Al Monitor*. Des études ont montré les effets sur la santé des personnes soumises au bruit des avions militaires volant à basse altitude, notamment "les effets physiques et mentaux, en particulier les troubles psychologiques perçus". [https://www.al-monitor.com/originals/2022/07/israeli-warplanes-become-every-day-reality-lebanese?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=The%20Takeaway%20August%203%202022%20838&utm\\_content=The%20Takeaway%20August%203%202022%20838+CID\\_86c6f7cf8a7a89d90febd565548cb4c2&utm\\_source=campmgr&utm\\_term=traumatizing%20Israeli%20presence%20in%20Lebanese%20skies](https://www.al-monitor.com/originals/2022/07/israeli-warplanes-become-every-day-reality-lebanese?utm_medium=email&utm_campaign=The%20Takeaway%20August%203%202022%20838&utm_content=The%20Takeaway%20August%203%202022%20838+CID_86c6f7cf8a7a89d90febd565548cb4c2&utm_source=campmgr&utm_term=traumatizing%20Israeli%20presence%20in%20Lebanese%20skies)

Israël/Palestine. Sept organisations palestiniennes de la société civile et des droits de l'homme ont été fermées de force par des raids israéliens, a rapporté *Al Jazeera*, au cours desquels "les bureaux ont été saccagés et le matériel confisqué, les portes étant soudées". La section palestinienne de *Defense of*

*Children International*, l'une des organisations fermées, “a partagé sur Twitter des images de caméra de surveillance du moment où les forces israéliennes ont fait irruption dans leurs bureaux et ont confisqué du matériel”. “Depuis 1967, Israël a interdit plus de 400 organisations locales et internationales, y compris tous les principaux partis politiques palestiniens”. <https://www.aljazeera.com/news/2022/8/19/what-are-the-palestinian-ngos-that-israel-shut-down>

Israël/Russie. Par coïncidence, alors qu'Israël fermait les sept ONG, des responsables des ministères de la justice israélien et russe se sont rencontrés pour discuter de l'objection d'Israël au projet de la Russie de fermer l'Agence juive qui aide les Juifs russes qui veulent émigrer en Israël. “Le ministère russe de la justice affirme que la collecte de données sur les citoyens russes par l'Agence juive viole la loi russe et nie que l'affaire soit politique”, écrit un spécialiste dans *The Conversation*. <https://theconversation.com/russias-threats-to-shut-down-jewish-agency-raise-alarm-bells-for-those-who-remember-the-past-187954>

Kenya/Royaume-Uni. “Des Kényans chassés de leurs terres par des colons britanniques pendant la période coloniale portent leur plainte contre le Royaume-Uni devant la Cour européenne des droits de l'homme, rapporte *l'AFP*. Cette démarche fait suite à une plainte déposée en 2019 auprès de l'ONU, avec “plus de 100 000” signataires, exigeant des excuses et des réparations. <https://theconversation.com/russias-threats-to-shut-down-jewish-agency-raise-alarm-bells-for-those-who-remember-the-past-187954>

Kosovo/Serbie. “La Serbie et le Kosovo ont convenu qu'aucune des deux parties n'exigerait de documents supplémentaires pour le passage de la frontière, en plus de ceux que les gens possèdent déjà, comme les pièces d'identité”, a rapporté *BIRN*. Le président serbe Aleksandar Vucic a “assuré aux Serbes qu'il ne s'agissait pas d'un pas vers la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo”. <https://balkaninsight.com/2022/08/29/kosovo-serbia-deal-on-ids-raises-implementation-question-expert-says/>

Arabie Saoudite/États-Unis. Un tribunal fédéral américain a condamné un ancien employé de Twitter pour espionnage au profit de l'Arabie saoudite, “accusé d'avoir accédé à des informations privées sur des utilisateurs sans autorisation et de les avoir partagées avec des responsables du gouvernement saoudien alors qu'il était employé de Twitter”. Outre les chefs d'accusation de fraude électronique, de blanchiment d'argent et de délits connexes, il a également été reconnu coupable de falsification de documents, rapporte *Axios*. <https://www.axios.com/2022/08/10/twitter-employee-saudi-arabia-spying>

Guerre en Ukraine. Le Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a annoncé que “les passeports délivrés par les autorités russes” dans les territoires ukrainiens sous contrôle russe “ne seront pas reconnus”, rapporte *Interfax*. <https://interfax.com/newsroom/top-stories/82736/>

À la demande de l'Ukraine et de la Fédération de Russie, le Secrétaire Général de l'ONU, M. Guterres, a nommé une mission d'établissement des faits de l'ONU composée de trois membres pour enquêter sur l'explosion d'une prison à Olenivka, en Ukraine, qui a tué des prisonniers de guerre ukrainiens, principalement du régiment Azov. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/personnel-appointments/2022-08-22/members-of-fact-finding%C2%A0mission-regarding-incident-olenivka-ukraine-29-july-2022%C2%A0>

L'Observatoire américain des conflits “a utilisé des images des chaînes Telegram, des satellites commerciaux et de la documentation existante pour identifier les emplacements des camps utilisés par l'armée russe pour l'interrogation, la détention et l'enregistrement des civils ukrainiens, dont certains sont ensuite déportés de force en Russie”, rapporte *WIRED*. Elle a identifié “avec un haut degré de confiance 21 installations engagées dans la filtration de civils ukrainiens”. Les chercheurs ont également utilisé des images satellites pour identifier ce qu'un chercheur a décrit comme “un creusement ressemblant à une tombe “près d'un centre de filtration dans le village d'Olenivka, où des prisonniers de guerre ukrainiens étaient détenus”. [https://www.wired.com/story/satellites-show-the-alarms-extent-of-russian-detention-camps/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&mbid=CRMWIR092120&source=EDT\\_WIR\\_NEWSLETTER\\_0\\_DAILY\\_ZZ&utm\\_brand=wired&utm\\_campaign=aud-dev&utm\\_content=WIR\\_Daily\\_082622&utm\\_mailing=WIR\\_Daily\\_082622&utm\\_medium=email&utm\\_source=nl&utm\\_term=P2](https://www.wired.com/story/satellites-show-the-alarms-extent-of-russian-detention-camps/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&mbid=CRMWIR092120&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_082622&utm_mailing=WIR_Daily_082622&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P2)

*WIRED* a également expliqué que quelques jours après qu'un journaliste pro-russe a partagé des photos sur Telegram “qui montraient prétendument le quartier général du Wagner [groupe paramilitaire] local”, l'armée ukrainienne “a réduit la base en ruines”. [https://www.wired.com/story/wagner-group-osint-russia-ukraine/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&mbid=CRMWIR092120&source=EDT\\_WIR\\_NEWSLETTER\\_0\\_DAILY\\_ZZ&utm\\_brand=wired&utm\\_campaign=aud-dev&utm\\_content=WIR\\_Daily\\_082622&utm\\_mailing=WIR\\_Daily\\_082622&utm\\_medium=email&utm\\_source=nl&utm\\_term=P4](https://www.wired.com/story/wagner-group-osint-russia-ukraine/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&mbid=CRMWIR092120&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_082622&utm_mailing=WIR_Daily_082622&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P4)

“Le 28 juillet, une série de vidéos horribles ont circulé sur les médias sociaux pro-russes, montrant un acte de violence sexuelle et l'exécution de ce qui semblait être un prisonnier de guerre ukrainien”, écrit l'ONG d'investigation *Bellingcat*. Bien que les sources russes aient affirmé que les vidéos étaient “probablement des faux”, l’“enquête de *Bellingcat* sur les indices visuels dans les vidéos ... corrobore l'authenticité des trois vidéos violentes et indique que des combattants d’“Akhmat”, une formation paramilitaire tchéchène servant avec les forces armées russes en Ukraine, étaient présents sur la scène du meurtre”. *Bellingcat* a identifié l'un des hommes impliqués ainsi que le lieu où l'incident a été filmé. <https://www.bellingcat.com/news/2022/08/05/tracking-the-faceless-killers-who-mutilated-and-executed-a-ukrainian-pow/>

## **Nouvelles nationales.**

**Afghanistan.** Entre septembre 2021 et juin 2022, Amnesty International a interrogé 90 femmes et 11 filles afghanes, “des membres actuels ou anciens du personnel des centres de détention”, ainsi que des membres du personnel des ONG et de l'ONU, et a “examiné les rapports des agences de l'ONU, des ONG internationales et nationales et des médias”. Le rapport de cette recherche décrit “un réseau de restrictions et d'interdictions interdépendantes dans lequel les femmes et les filles afghanes sont piégées. Il montre comment la violation d'un seul droit par les talibans peut avoir des conséquences pernicieuses sur l'exercice d'autres droits”.

[https://www.amnestyusa.org/wp-content/uploads/2022/07/ASA1156852022\\_EN\\_DeathInSlowMotion-1.pdf](https://www.amnestyusa.org/wp-content/uploads/2022/07/ASA1156852022_EN_DeathInSlowMotion-1.pdf)

**Albanie.** Une exposition au Bunk'Art 2, un musée de Tirana, montre comment le ministère de l'Intérieur détruisait de grandes quantités de papier en le mettant dans “le même type de mixeur que celui que l'on pourrait utiliser pour pétrir du pain” et en faire de la pâte, rapporte *Atlas Obscura*. “Les documents affichés détaillent le minimum de 10 litres d'eau par seconde nécessaire pour le processus, et qu'en 60 minutes, la machine pouvait travailler jusqu'à 800 kilogrammes de papier”, après quoi la “pâte” était soit jetée dans les rivières, soit enterrée. Le ministère a commencé à utiliser ce procédé dans les années 1970, de sorte qu'à la fin du régime communiste, en 1990, il était suffisamment efficace pour faire disparaître “quelque 29 000” dossiers de la police secrète dans les mélangeurs, et il ne restait plus qu'environ “10 % de ce qui existait auparavant”. [https://www.atlasobscura.com/articles/albania-communist-records?fbclid=IwAR2VFhoVVZJKQ4wKGFgOIxe9rGpMk1i3b\\_2uaPQny2MTWhTURypU5R-mJKw](https://www.atlasobscura.com/articles/albania-communist-records?fbclid=IwAR2VFhoVVZJKQ4wKGFgOIxe9rGpMk1i3b_2uaPQny2MTWhTURypU5R-mJKw)

**Argentine.** Le pouvoir judiciaire de Cordoba a subi une attaque informatique sur son site web, ses services numériques et ses bases de données, rapporte *Clarín*. Alors que ces attaques dans différents pays ont été des “ransomwares”, dans lesquels après paiement les pirates libèrent les données, dans ce cas, les enquêteurs pensent que l'attaque visait une “suppression totale du système”. Merci à Mariana Nazar pour l'information. [https://www.clarin.com/sociedad/denuncian-hackearon-poder-judicial-cordoba-pagina-web-sistemas-base-datos-funcionan\\_0\\_c2JqFXVITJ.html?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.clarin.com/sociedad/denuncian-hackearon-poder-judicial-cordoba-pagina-web-sistemas-base-datos-funcionan_0_c2JqFXVITJ.html?utm_source=substack&utm_medium=email)

Le gouvernement a annoncé sa décision de déclassifier des documents trouvés dans les entrepôts de l'armée de l'air en mai 2018, couvrant la période du gouvernement de facto d'Alejandro Agustin Lanusse (1971-1973), rapporte *EFE*. Cela déclassifie les procès-verbaux des réunions du Conseil des commandants en chef, y compris les procès-verbaux concernant le massacre de 16 personnes en août 1972 sur la base d'Almirante Zar dans la ville de Trelew. <https://www.publico.es/internacional/argentina-desclasifica-documentos-gobierno-dictatorial-lanusse-50-anos-despues-masacre-trelew.html#md=modulo-portada-fila-de-modulos:3x2-t1:mm=mobile-medium>

**Brésil.** Le Conseil missionnaire indigène de l'Église catholique a publié son rapport annuel sur la violence contre les populations indigènes. Il a déclaré qu'il y avait 305 invasions sur les terres indigènes en 2021, contre 263 cas en 2020 et “presque trois fois plus que les cas ... en 2018, lorsque Bolsonaro a été élu président”, a rapporté *Reuters*. Le nombre de suicides d'indigènes a atteint 148, le plus haut niveau jamais enregistré, tandis que les 176 meurtres étaient 6 de moins qu'en 2020 “qui a connu le plus



grand nombre d'homicides jamais enregistré". [https://www.reuters.com/world/americas/attacks-brazils-indigenous-people-rose-sharply-2021-report-says-2022-08-17/?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.reuters.com/world/americas/attacks-brazils-indigenous-people-rose-sharply-2021-report-says-2022-08-17/?utm_source=substack&utm_medium=email)

Cameroun. *Human Rights Watch* a déclaré que les soldats gouvernementaux “ont sommairement tué au moins 10 personnes et commis une série d'autres abus entre le 24 avril et le 12 juin, lors d'opérations anti-insurrectionnelles dans la région du Nord-Ouest”, une zone anglophone où des groupes séparatistes sont actifs. *HRW* a interrogé 35 personnes “ayant connaissance de 4 incidents au cours desquels les forces de sécurité auraient commis de graves abus” et a également examiné 53 photographies et 16 vidéos “partagées directement avec les chercheurs, montrant des preuves des violations militaires”. <https://www.hrw.org/news/2022/08/11/cameroon-army-killings-disappearances-north-west-region>

Chine. Tard dans la soirée du 31 août, au moment où Michelle Bachelet, Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, quittait ses fonctions, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a publié son “Évaluation des préoccupations relatives aux droits de l'homme dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang” (XUAR). Il a déclaré : “De graves violations des droits de l'homme ont été commises dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang dans le cadre de l'application par le gouvernement de stratégies de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme”. Une attention particulière a été accordée à la documentation et aux informations officielles du gouvernement, y compris les lois, les politiques, les données statistiques, les décisions de justice, les déclarations officielles et les livres blancs rendus publics par le gouvernement, ainsi qu'un certain nombre d'autres documents qui sont dans le domaine public et dont le HCDH a estimé qu'ils avaient de fortes chances d'être authentiques en raison de leur caractère officiel. Dans une note de bas de page, la liste de ces documents “susceptibles d'être authentiques” comprend les “câbles chinois”, les “documents du Xinjiang”, la “liste de Karakax”, la “base de données de la police d'Urumqi” et, plus récemment, les “dossiers de la police du Xinjiang”. <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/ohchr-assessment-human-rights-concerns-xinjiang-uyghur-autonomous-region>

Colombie. La Commission de Vérité, la juridiction spéciale pour la paix (JEP) et les Archives Nationales ont annoncé que les archives de la commission de Vérité seront transférées aux Archives Nationales. <https://twitter.com/archivogeneral/status/1563277584011407369?s=24&t=dozZP61tay4xw96PVjahcg>

La Commission de Vérité et l'ONG américaine *National Security Archive* a développé et lancé une bibliothèque numérique “*Truth Clarification Archive*” de plus de 15 000 documents précédemment classifiés liés au conflit colombien qui dure depuis des décennies. Une nouvelle demande de déclassification d'autres documents fédéraux américains sur la Colombie est en cours. Lors de l'annonce de la plate-forme numérique, l'ONG *National Security Archive* a noté que la commission de vérité a recommandé au gouvernement colombien “d'assouplir et de réformer les restrictions qui empêchent le public de consulter la plupart des archives des services de renseignement colombiens”. <https://archivo.comisiondelaverdad.co/>; <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia/2022-08-24/bloody-expensive-and-prolonged-coercive-effort?eType=EmailBlastContent&eld=b641756b-1373-45b0-9ed8-9e1ecf61a8cd>

Égypte. *Human Rights Watch* a exhorté le gouvernement à enquêter sur les vidéos circulant sur les médias sociaux qui semblent montrer l'armée et les milices pro-gouvernementales commettant des exécutions extrajudiciaires de militants présumés affiliés à l'État islamique dans la province du Sinaï. *HRW* a “examiné et analysé des dizaines de photographies et de vidéos publiées par les mêmes milices ... sur Facebook, Instagram, Telegram, Twitter et TikTok” et a “géolocalisé deux sites qui apparaissent dans les vidéos en relation avec des combats récents”. <https://www.hrw.org/news/2022/08/30/egypt-new-videos-north-sinai-executions>

Salvador. Les documents de “l'Institut de médecine légale, vus par Reuters, montrent que les autorités ont récupéré 207 corps dans des fosses communes” entre juin 2019 et février 2022, tandis que les documents du Bureau du procureur général (AGO) “montrent 158 corps récupérés en plus de trois ans entre janvier 2019 et février 2022”. Interrogé sur cette différence, l'AGO a déclaré que les “informations étaient désormais 'scellées' pour deux ans”. [https://www.reuters.com/world/americas/el-salvador-discrepancy-over-deaths-mass-graves-alarms-critics-2022-08-03/?r=5xd66&utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.reuters.com/world/americas/el-salvador-discrepancy-over-deaths-mass-graves-alarms-critics-2022-08-03/?r=5xd66&utm_source=substack&utm_medium=email)

Le gouvernement a déclaré un “état d'exception” le 27 mars, ce qui a suspendu le droit d'association, le droit d'être informé du motif d'une arrestation et le droit d'accès à un avocat, entre autres restrictions. *El Faro* a rapporté le 8 août que, selon quatre dossiers totalisant 1 251 pages qui ont été présentés au

tribunal par le bureau du procureur général, 690 personnes ont été arrêtées dans six départements entre le 27 mars et le 19 avril, et 518 d'entre elles “ont été profilées comme membres de gangs ou collaborateurs avant leur arrestation”. Tout au long de l'état d'exception, “les autorités se sont appuyées sur des profils créés par les services de renseignement de la police ou tirés des archives de la police”. Dans leurs arguments devant le tribunal, les procureurs soumettent les enregistrements des interrogatoires, ainsi que les documents d'identité des personnes arrêtées. Aucune autre preuve n'est incluse”. [https://elfaro.net/en/202208/el\\_salvador/26298/State-of-Exception-Files-Hundreds-Arrested-for-Prior-Convictions-or-%E2%80%9CLooking-Nervous%E2%80%9D.htm?utm\\_source=DB+El+Faro\\_English&utm\\_campaign=49eaab05d4-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_04\\_22\\_01\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_3ec9190c89-49eaab05d4-363082696](https://elfaro.net/en/202208/el_salvador/26298/State-of-Exception-Files-Hundreds-Arrested-for-Prior-Convictions-or-%E2%80%9CLooking-Nervous%E2%80%9D.htm?utm_source=DB+El+Faro_English&utm_campaign=49eaab05d4-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-49eaab05d4-363082696)

Le 31 août, *El Faro* a déclaré que du 27 mars au 23 août, “les autorités ont signalé 50 500 arrestations, soit une moyenne de 338 par jour”. Jusqu'au 10 août, 69 décès en prison ont été “enregistrés” et “Medicina Legal, le bureau du coroner, a trouvé des signes de torture et de meurtre dans au moins 35 cas”. Les autopsies de toutes ces personnes “ont indiqué la même cause de décès” : un œdème pulmonaire. [https://elfaro.net/en/202208/el\\_salvador/26351/Two-Months-after-Wrongful-Arrest-Don-Paco-Returned-Home-in-a-Casket.htm?utm\\_source=DB+El+Faro\\_English&utm\\_campaign=467a5a8646-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2020\\_04\\_22\\_01\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_3ec9190c89-467a5a8646-363082696](https://elfaro.net/en/202208/el_salvador/26351/Two-Months-after-Wrongful-Arrest-Don-Paco-Returned-Home-in-a-Casket.htm?utm_source=DB+El+Faro_English&utm_campaign=467a5a8646-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-467a5a8646-363082696)

L'ONG basée à Bruxelles *International Crisis Group* a publié un article sur les femmes dans la guerre des gangs au Salvador. Le 1er juin, des “sources officielles” ont indiqué que 5 114 femmes “avaient été arrêtées au cours de raids et de rafles dans les zones contrôlées par les gangs” depuis le 27 mars, alors que la population totale de femmes détenues en 2021 était de 2 710. Le rapport comprend des photographies remarquables de femmes en prison. [https://facesofconflict.crisisgroup.org/women-in-el-salvadors-gang-war/?r=5xd66&utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://facesofconflict.crisisgroup.org/women-in-el-salvadors-gang-war/?r=5xd66&utm_source=substack&utm_medium=email)

Guatemala. Selon le ministère de l'Intérieur, la police nationale a démantelé “au moins cinq réseaux de traite des êtres humains depuis le début de l'année”, rapporte *Insight Crime*. Au cours des trois dernières années, selon le bureau du procureur général pour les droits de l'homme, “les autorités ont enregistré près de 1 500 victimes de la traite des êtres humains, principalement des victimes d'exploitation sexuelle, dont près des deux tiers sont des femmes et des jeunes filles”, mais le bureau “n'a enregistré qu'environ la moitié des plaintes officielles”. [https://insightcrime.org/news/guatemala-sex-traffickers-earn-millions/?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://insightcrime.org/news/guatemala-sex-traffickers-earn-millions/?utm_source=substack&utm_medium=email)

Des ouvriers de la municipalité de Nebaj ont commencé à barricader le bureau de l'ONG *Ixil Authorities* dans le bâtiment municipal “alors que les gens étaient encore à l'intérieur”, a rapporté l'ONG *Guatemala Human Rights Commission/USA*. Les autorités d'Ixil “non seulement remplissent une fonction essentielle pour le peuple Ixil ... et sont protégées par la Constitution, mais elles abritent actuellement des documents juridiques liés aux enquêtes sur le maire de Nebaj”. La municipalité a déclaré que le groupe devait être expulsé pour que les travaux de rénovation du bâtiment puissent commencer, “mais aucun projet ou plan de rénovation n'a été divulgué”. <https://ghrcusa.wordpress.com/2022/09/01/alert-municipal-government-of-nebaj-attempts-to-evict-ixil-indigenous-authorities-from-their-office/>

Haïti. L'ONG haïtienne Réseau national de défense des droits de l'homme a fait état d'entretiens avec 50 femmes qui ont relaté des viols et des passages à tabac aux mains des gangs G-PEP et G-9 et de la famille, rapporte *Insight Crime*. Sur les 50 femmes, 20 avaient été violées devant leurs enfants, et “dans presque tous les cas, les viols étaient accompagnés de vols, de passages à tabac, d'humiliations et de violences envers les autres membres de la famille présents”. De 2006 à 2019, les tribunaux haïtiens ont condamné en moyenne 49 individus par an pour agression sexuelle, mais, précise le rapport, “depuis 2019, les procès pour agression sexuelle sont de plus en plus rares. C'est précisément cette rareté qui [...] conduit les bandits à se livrer à des cas de viols collectifs et répétés, sans craindre d'être poursuivis et condamnés ...”. [https://insightcrime.org/news/haitis-gangs-engage-in-campaigns-of-mass-sexual-violence/?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://insightcrime.org/news/haitis-gangs-engage-in-campaigns-of-mass-sexual-violence/?utm_source=substack&utm_medium=email)

Mexique. Le 26 septembre marquera les huit ans de la disparition forcée de 43 étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa. Le 18 août, la Commission pour la vérité et l'accès à la justice dans l'affaire Ayotzinapa (COVAJ) a publié son rapport, confirmant que la disparition était un crime d'État et fournissant des données sur l'implication de l'armée et la participation de fonctionnaires à la promotion d'une fausse “vérité” sur l'affaire. Le lendemain, l'ancien procureur général a été arrêté pour son rôle

dans la création de la fausse “vérité historique”, et le bureau du procureur national a annoncé qu’il avait obtenu 83 nouveaux mandats d’arrêt contre des personnes, y compris de hauts responsables militaires et civils, impliquées dans cette affaire. L’ONG *Washington Office on Latin America* a publié un commentaire utile sur l’état de l’affaire. Elle note que le rapport du COVAJ explique que “durant l’administration fédérale actuelle, des dizaines de milliers de documents liés à l’affaire ont été reçus (de 15 institutions) et numérisés. Les informations et les preuves comprennent des témoignages, des vidéos, des audios, des transcriptions, des rapports, des messages et d’autres matériaux. Dans le même temps, le rapport souligne que des retards et des réticences à transmettre des informations ont persisté dans certaines institutions fédérales” telles que le ministère de la défense et “différents bureaux” du procureur national (Fiscalia General de la Republica). [https://www.wola.org/analysis/ayotzinapa-key-points-understand-mexican-governments-new-actions/?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.wola.org/analysis/ayotzinapa-key-points-understand-mexican-governments-new-actions/?utm_source=substack&utm_medium=email)

L’agence nationale des statistiques a déclaré qu’“en moyenne, une dizaine de femmes sont tuées chaque jour” et, sur la base d’une enquête qu’elle a menée, “plus de 70% des 50,5 millions de femmes et de filles âgées de plus de 15 ans ont subi une forme de violence”, la moitié des femmes interrogées faisant état de violences sexuelles, rapporte *Reuters*. “La grande majorité des femmes qui ont subi des violences physiques ou sexuelles n’ont pas officiellement dénoncé leur agresseur ou cherché à obtenir de l’aide auprès d’une institution publique...”. <https://www.reuters.com/world/americas/violence-against-women-mexico-rises-over-70-study-finds-2022-08-31/>

Myanmar. L’Organisation Internationale du Travail “a réalisé une évaluation de la résilience organisationnelle des syndicats et des OSC [organisations de la société civile] au Myanmar afin d’identifier comment les organisations internationales peuvent le plus efficacement soutenir la poursuite de leurs activités”. L’étude “s’est heurtée à d’importantes limitations, en particulier dans sa capacité à mener à bien des entretiens avec les syndicats et les OSC ciblés”, mais elle a interrogé des personnes dans 6 syndicats et 15 OSC, y compris celles considérées par l’État comme opérant illégalement. Toutes les organisations ont déclaré qu’elles avaient “cessé leurs activités impliquant une coopération directe avec les autorités de facto”, notamment qu’elles ne “collaboraient pas avec les responsables du régime pour obtenir des documents pour les travailleurs”. Les membres du personnel des organisations déclarées illégales se sont vu retirer leurs passeports et leurs domiciles et bureaux ont été perquisitionnés. Les organisations ont “demandé aux bailleurs de fonds de réduire ou de simplifier leurs exigences en matière de rapports techniques et financiers et de diligence raisonnable”, par exemple en “réduisant les attentes en matière d’obtention et de conservation des preuves documentaires”, en n’exigeant pas le respect des “exigences strictes en matière d’enregistrement légal” et, pour garantir la sécurité des personnes, en n’exigeant pas “des informations détaillées sur les participants et des registres de présence aux réunions”. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/briefingnote/wcms\\_854071.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/briefingnote/wcms_854071.pdf)

Nicaragua. La Commission interaméricaine des droits de l’homme a présenté un rapport sur les quatre années de travail de son Mécanisme spécial de surveillance pour le Nicaragua (MESENI). Il a entendu 1 986 témoignages et a documenté de graves violations des droits de l’homme qui “ont fait au moins 355 morts, plus de 2 000 blessés et 1 614 personnes arrêtées... des centaines de licenciements arbitraires de professionnels de la santé et plus de 150 expulsions injustifiées d’étudiants universitaires”. En outre, “plus de 1 400 organisations de la société civile ont vu leur statut légal révoqué”. [https://www.oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=en/iachr/media\\_center/PReleases/2022/189.asp](https://www.oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=en/iachr/media_center/PReleases/2022/189.asp)

Pakistan. La province du Baloutchistan a créé une commission parlementaire sur la question des personnes disparues, qui sera dirigée par le ministre provincial de l’Intérieur et comprendra deux membres du gouvernement et deux membres de l’opposition, selon le *Balochistan Post*. Les militants et les familles des disparus n’ont pas été satisfaits ; aucun membre de la société civile ne fera partie de la commission. <https://thebalochistanpost.net/2022/08/balochistan-cabinet-approves-commission-on-missing-persons/>

Roumanie. L’ancien président Ion Iliescu et trois autres anciens responsables gouvernementaux seront jugés, accusés de crimes contre l’humanité commis après la révolution de 1989, a rapporté *BIRN*. Le 8 avril 2019, les procureurs ont envoyé le dossier de 3 330 volumes sur l’affaire au tribunal, mais en 2021, le tribunal l’a renvoyé “après que la Cour suprême a exclu plusieurs éléments de preuve soumis par le Bureau du procureur militaire”, tels que “les rapports rédigés par le Service de renseignement ... et la

Commission parlementaire d'enquête sur la révolution". Le procureur a déclaré que le dossier a maintenant été corrigé et l'a renvoyé pour le procès. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, avril et novembre 2019. <https://balkaninsight.com/2022/08/04/romania-ex-president-faces-fresh-trial-for-1989-revolution-crimes/>

Arabie saoudite. Salma al-Shehab, 34 ans, citoyenne saoudienne et candidate au doctorat à l'université de Leeds, au Royaume-Uni, a été arrêtée en 2021 alors qu'elle était en vacances en Arabie saoudite et reconnue coupable "d'avoir aidé des dissidents cherchant à "perturber l'ordre public" et d'avoir publié de "fausses rumeurs"" par ses tweets critiques à l'égard du gouvernement, rapporte *BBC News*. En août, elle a été condamnée à 34 ans de prison et à 34 autres années d'interdiction de voyager à sa sortie. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-62574102>

Sierra Leone. Le Parlement a adopté la loi sur les droits fonciers coutumiers et la loi sur la Commission foncière nationale, qui "transformeront la capacité des communautés à protéger leurs droits fonciers et l'environnement", a déclaré l'ONG Namati. Entre autres dispositions, les lois "accorderont à toutes les communautés locales le droit au consentement préalable libre et éclairé ... pour tous les projets industriels sur leurs terres" et "incorporer les conditions des licences environnementales publiques dans des accords juridiques contraignants entre les communautés et les entreprises". [https://namati.org/news-stories/sierra-leone-passes-globally-unprecedented-legislation-on-climate-environment/?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://namati.org/news-stories/sierra-leone-passes-globally-unprecedented-legislation-on-climate-environment/?utm_source=substack&utm_medium=email)

Singapour. Le gouvernement a annoncé qu'il allait abroger l'article 377A, une loi datant de l'époque coloniale qui interdit les relations sexuelles consensuelles entre hommes, rapporte *AP*. Il n'est pas clair si les condamnations antérieures en vertu de la loi seront supprimées des records. <https://www.cbc.ca/news/world/singapore-repealing-ban-on-gay-sex-1.6557865>

Afrique du Sud. En août 2012, 34 mineurs ont été tués par les services de police sud-africains lors d'une grève sauvage à la mine de platine Lonmin de Marikana. À l'occasion du dixième anniversaire du massacre, le Centre d'étude de la violence et de la réconciliation a publié un rapport sur la "réparation et la responsabilité des entreprises" qui ont eu lieu au cours de la décennie. Les chercheurs ont interrogé 40 personnes et ont également utilisé des sources telles que "des rapports d'organisations de la société civile, des revues universitaires et des articles de médias en ligne, des documentaires, des communications publiques d'entreprises et des déclarations officielles, ainsi que des séquences vidéo et des transcriptions d'entretiens, et des événements concernant le massacre de Marikana". Tout en reconnaissant les efforts de l'État et de la compagnie minière pour répondre aux besoins des victimes et de la communauté à la suite du massacre, "ces dispositions n'ont pas permis d'améliorer efficacement les conditions de vie et de travail des mineurs qui avaient contribué à la grève violente de 2012...". <https://www.csvr.org.za/wp-content/uploads/2022/07/800648-R-CSVR-Marikana-Report-WEB.pdf>

Corée du Sud. "Des procureurs sud-coréens ont fait une descente aux Archives présidentielles au sud de Séoul... dans le cadre de leur enquête sur le rapatriement forcé de deux pêcheurs nord-coréens en novembre [novembre] 2019", a rapporté *NK News*. L'administration de l'ancien président Moon Jae-in avait affirmé que "les pêcheurs avaient tué 16 de leurs compagnons d'équipage avant de fuir vers le sud, ce qui suggère que les deux hommes ne souhaitaient pas véritablement faire défection". En juin, le ministère sud-coréen de l'Unification avait publié des photos "montrant l'un des deux pêcheurs en train de résister lors de sa remise" à des responsables nord-coréens. Le rapatriement forcé (refoulement) est contraire au droit international et au droit interne sud-coréen. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, juillet 2020. <https://www.nknews.org/2022/08/prosecutors-raid-presidential-archives-over-forced-repatriation-of-north-koreans/>

Espagne. Le gouvernement a publié un projet de loi sur les secrets officiels, rebaptisé loi sur les informations classifiées, pour remplacer la loi actuelle datant de la période de la dictature franquiste et partiellement modifiée en 1978 avant l'approbation de la constitution espagnole. Les archivistes et autres professionnels de l'information ont formulé des commentaires longs et sérieux pour attirer l'attention sur le rôle de la gestion des records et des bonnes pratiques en matière d'accès aux documents classifiés, en citant des instruments internationaux tels que les Principes mondiaux sur la sécurité nationale et le droit à l'information (Principes de Tshwane). Merci à Antonio Gonzalez Quintana pour l'information. <https://elpais.com/espana/2022-08-12/peticion-para-que-no-se-puedan-declarar-secretas-violaciones-de-los-derechos-humanos.html?ssm=whatsapp>

Syrie. Le Secrétaire général des Nations Unies a soumis à l'Assemblée générale un rapport sur les personnes disparues en Syrie. Il a examiné toutes les personnes disparues, qu'elles soient ou non des citoyens syriens. Le HCDH, qui a entrepris l'étude, a écrit qu'"il existe de multiples listes partielles de personnes disparues réparties entre de nombreuses parties prenantes", les familles "enregistrant des cas auprès de multiples agences" lorsqu'elles ne savent pas où aller pour donner ou demander des informations. Le rapport indique qu'il est "crucial de renforcer l'analyse des informations existantes" et de "mieux consolider et utiliser les informations existantes et les processus de recherche d'informations". Le rapport recommande la création d'une nouvelle institution internationale sur les personnes disparues en Syrie et propose des principes et des normes de base pour celle-ci. <https://digitallibrary.un.org/record/3985565?ln=en>

Dans son 11e rapport annuel sur les disparitions forcées en Syrie, le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a déclaré que "le nombre de personnes détenues depuis mars 2011 qui restent toujours victimes de disparitions forcées en août 2022 a maintenant atteint au moins 111 000 individus, dont la grande majorité a été détenue par le régime syrien". Le rapport s'appuie sur les données de la base de données de SNHR, ainsi que sur des entretiens avec des familles de disparus. <https://snhr.org/blog/2022/08/30/the-11th-annual-report-on-enforced-disappearance-in-syria-on-the-international-day-of-the-victims-of-enforced-disappearances-the-number-of-victims-is-rising/>

Ouganda. Le gouvernement a "suspendu" les activités de l'ONG *Sexual Minorities Uganda*, qui "défend les droits des minorités sexuelles", en déclarant qu'elle opérait sans "permis valide d'ONG", selon Reuters. [https://www.reuters.com/world/africa/uganda-suspends-operations-charity-championing-lgbt-rights-2022-08-06/?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.reuters.com/world/africa/uganda-suspends-operations-charity-championing-lgbt-rights-2022-08-06/?utm_source=substack&utm_medium=email)

Royaume-Uni. "L'Université d'Exeter s'est penchée sur 126 000 cas de cancer en Angleterre entre 2006 et 2016. Les données couvraient les quatre cancers les plus fréquents - poumon, sein, prostate et colorectal - et trois couramment diagnostiqués dans les minorités ethniques : œsophagogastrique, myélome et ovaire". Les chercheurs ont constaté, rapporte le *Guardian*, que "les personnes noires et asiatiques (...) doivent attendre plus longtemps pour un diagnostic de cancer que les personnes blanches, certaines étant obligées d'attendre six semaines de plus", des délais qui "peuvent signifier moins d'options de traitement alors que commencer le traitement plus tard peut aussi signifier qu'il est moins efficace - réduisant les chances de survie". [https://www.theguardian.com/society/2022/aug/28/black-asian-people-wait-longer-cancer-diagnosis-england-than-white-people?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=f2fe675e7a-MR\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-f2fe675e7a-149736437](https://www.theguardian.com/society/2022/aug/28/black-asian-people-wait-longer-cancer-diagnosis-england-than-white-people?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=f2fe675e7a-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-f2fe675e7a-149736437)

En avril, le ministère de l'intérieur "a remplacé un système de cartes de résidence physiques par un processus de vérification numérique pour confirmer les droits des migrants à louer et à travailler", a rapporté la Fondation Thomson Reuters, dans le but de "supprimer progressivement les documents physiques d'ici 2024". Cependant, "les organisations qui travaillent avec les migrants vulnérables ont déclaré que le système exacerbe les fractures numériques, les personnes qui ne maîtrisent pas le numérique, qui n'ont pas d'appareils ou qui ne peuvent pas se permettre de payer les frais de transmission de données étant laissées pour compte". [https://news.trust.org/item/20220812092044-vk82l/?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Espresso%2015%20August&utm\\_content=Espresso%2015%20August+CID\\_3a235b084e51f32892737842970301e5&utm\\_source=newsletter&utm\\_term=UK%20digital%20residence%20checks%20lock%20out%20refugees%20slavery%20victims](https://news.trust.org/item/20220812092044-vk82l/?utm_medium=email&utm_campaign=Espresso%2015%20August&utm_content=Espresso%2015%20August+CID_3a235b084e51f32892737842970301e5&utm_source=newsletter&utm_term=UK%20digital%20residence%20checks%20lock%20out%20refugees%20slavery%20victims)

Le gouvernement prévoit d'utiliser la technologie de reconnaissance faciale des smartwatches pour "suivre et recueillir des données sur les migrants" qui ont été condamnés pour des infractions pénales, rapporte *Voice Online*. "Le déploiement des smartwatches enregistrera également la localisation GPS des sujets 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, en plus de leur demander de scanner leur visage jusqu'à cinq fois par jour". Le gouvernement a déclaré que "les données recueillies pourraient être conservées pendant plusieurs années et partagées entre la police, le ministère de la Justice et le ministère de l'Intérieur". Des experts en libertés civiles et en droits de l'homme ont souligné que la reconnaissance faciale "identifie régulièrement de manière erronée les personnes de couleur" et peut conduire à "de fausses allégations et à une application excessive". <https://www.voice-online.co.uk/news/uk-news/2022/08/09/experts-slam-government-facial-recognition-technology-for-migrants/>

États-Unis. L'ONG *Everytown for Gun Safety Support Fund* et le "cabinet d'investigations numériques" Memetica ont analysé la radicalisation du tireur qui a utilisé une arme d'assaut pour tuer dix personnes



et en blesser trois autres au *Tops Friendly Market* de Buffalo, dans l'État de New York, le 14 mai. “Le tireur de Buffalo présente une étude de cas sur le dangereux mélange de racisme, d'accès facile aux armes à feu et d'accès facile aux instructions vidéo techniques et tactiques qui vont bien au-delà de la formation pratique et sûre aux armes à feu pour les propriétaires d'armes civils”. Ils ont constaté que “YouTube lui servait de bibliothèque, lui apprenant à améliorer son adresse au tir, à recharger ses armes plus rapidement, à “gagner des combats et à modifier facilement” son arme pour utiliser des chargeurs à grande capacité. Il a également tenu un “journal intime en ligne” sur sa préparation de l'attaque et a rédigé une “diatribe de 180 pages” pour expliquer ses actes. Les deux organisations ont exhorté Facebook à “appliquer les directives communautaires existantes concernant les armes à feu”.

<https://everytownresearch.org/report/armed-extremism-buffalo-shooting/>

*ProPublica* et *The Texas Tribune* ont utilisé la loi sur la liberté d'information pour obtenir des données sur près de 8 400 cas de cours martiales de l'armée au cours de la dernière décennie. Ils ont constaté que “les soldats accusés d'agression sexuelle ont deux fois moins de chances d'être détenus avant leur procès que ceux accusés de délits tels que la consommation et la distribution de drogue, la désobéissance à un officier ou le cambriolage”. <https://www.propublica.org/article/army-sexual-assault-pretrial-confinement-rates>

La Fondation Mozilla a passé en revue 25 applications et produits qui suivent les règles et les grossesses et a constaté que “la plupart ... partagent des informations sur leurs utilisateurs et n'offrent que de vagues explications sur le moment et la quantité de données qu'ils partageront avec les forces de l'ordre”, a rapporté *VICE News*.

[https://www.vice.com/en/article/88qxj4/period-tracking-apps-privacy-data?utm\\_source=email&utm\\_medium=editorial&utm\\_content=news&utm\\_campaign=220817](https://www.vice.com/en/article/88qxj4/period-tracking-apps-privacy-data?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=220817)

“Facebook a remis les discussions d'une mère et de sa fille à la police du Nebraska après avoir reçu un mandat dans le cadre d'une enquête sur un avortement illégal, selon des documents judiciaires”, rapporte *NBC News*. En outre, la police a saisi “six smartphones et sept ordinateurs portables” utilisés par les deux femmes, qui ont été accusées de trois crimes et deux délits (la mère) et d'un crime et deux délits (la fille), tous “liés à la réalisation d'un avortement, à la dissimulation d'un corps et à la fourniture de fausses informations”. Motherboard a obtenu les records judiciaires. <https://www.nbcnews.com/tech/tech-news/facebook-turned-chat-messages-mother-daughter-now-charged-abortion-rcna42185>;

<https://www.vice.com/en/article/n7zevd/this-is-the-data-facebook-gave-police-to-prosecute-a-teenager-for-abortion>

Une équipe de recherche a comparé “les répertoires historiques des fabricants, qui localisent la majorité des anciennes installations industrielles”, avec “les projections des risques d'inondation de la *First Street Foundation*” pour six villes. Ils ont identifié “plus de 6 000 sites risquant d'être inondés au cours des 30 prochaines années” et estimé que près de “200 000 habitants vivent dans des pâtés de maisons comportant au moins un site industriel relique inondable avec une contamination héritée”.

[https://theconversation.com/flood-maps-show-us-vastly-underestimates-contamination-risk-at-old-industrial-sites-186620?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Science%20Editors%20Picks%20%20August%203%202022%20-%202365523592&utm\\_content=Science%20Editors%20Picks%20%20August%203%202022%20-%202365523592+Version+A+CID\\_1fbce3942d4e494342bd88c280454f35&utm\\_source=campaign\\_monitor\\_us&utm\\_term=Flood%20maps%20show%20US%20vastly%20underestimates%20contamination%20risk%20at%20old%20industrial%20sites](https://theconversation.com/flood-maps-show-us-vastly-underestimates-contamination-risk-at-old-industrial-sites-186620?utm_medium=email&utm_campaign=Science%20Editors%20Picks%20%20August%203%202022%20-%202365523592&utm_content=Science%20Editors%20Picks%20%20August%203%202022%20-%202365523592+Version+A+CID_1fbce3942d4e494342bd88c280454f35&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=Flood%20maps%20show%20US%20vastly%20underestimates%20contamination%20risk%20at%20old%20industrial%20sites)

*L'Associated Press* a “obtenu près de 12 000 pages de documents scellés” dans le cadre d'un procès pour abus sexuels sur enfants intenté en Virginie occidentale contre l'église LDS (mormone), offrant “l'aperçu le plus détaillé et le plus complet à ce jour” de la “ligne d'assistance” utilisée pour guider les responsables de l'église. “Les familles des survivants qui ont intenté le procès ont dit qu'elles montrent que [la ligne d'assistance] fait partie d'un système qui peut facilement être utilisé à mauvais escient par les dirigeants de l'église pour détourner les accusations d'abus des forces de l'ordre vers les avocats de l'église qui peuvent enterrer le problème, laissant les victimes en danger”. Le directeur des services familiaux de l'église a déclaré que les notes de tous les appels à la ligne d'assistance sont détruites à la fin de chaque journée. <https://apnews.com/article/Mormon-church-sexual-abuse-investigation-e0c39cf9aa4fbc0d8c1442033b894660>

*The Atlantic* a publié un article de fond sur la politique de séparation des familles de migrants de l'administration Trump. Un supplément a fourni des images des documents référencés dans l'article.

[https://www.theatlantic.com/newsletters/archive/2022/08/family-separation-american-catastrophe/671253/?utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=atlantic-daily-newsletter&utm\\_content=20220825&utm\\_term=The%20Atlantic%20Daily](https://www.theatlantic.com/newsletters/archive/2022/08/family-separation-american-catastrophe/671253/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=atlantic-daily-newsletter&utm_content=20220825&utm_term=The%20Atlantic%20Daily)

États-Unis/Mississippi. Un grand jury du comté de Leflore a “déterminé qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves” pour inculper Carolyn Bryant Donham pour son accusation qui a déclenché le lynchage de l'adolescent noir Emmett Till en 1955, rapporte *AP*. Pour le contexte, voir Nouvelles SADH, Juin 2022. <https://apnews.com/article/arrests-mississippi-kidnapping-emmett-till-greenwood-86b6b9acefe957dff24f0b04dc6a615e>

## **Publications.**

Le projet de commentaire de la Conférence de Sedona sur la gestion des avoires juridiques internationaux est ouvert aux commentaires du public jusqu'au 30 octobre 2022 : [comments@sedonaconference.org](mailto:comments@sedonaconference.org)

Le jour d'après, “Guide des notices rouges INTERPOL pour les défenseurs des droits de l'homme associés à la situation syrienne”. <https://tda-sy.org/2022/07/28/a-guide-to-interpol-red-notices-for-human-rights-defenders-associated-with-the-syrian-situation/>

Syria Justice & Accountability Centre, des guides sur l'utilisation de la compétence universelle par les juridictions nationales (Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas, Suède, Royaume-Uni, États-Unis) pour poursuivre les crimes commis en Syrie : [https://syriaaccountability.org/universal-jurisdiction/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=d722b6f26a-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-d722b6f26a-96428969](https://syriaaccountability.org/universal-jurisdiction/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=d722b6f26a-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-d722b6f26a-96428969)

Réseau des historiens préoccupés : Rapport annuel: <http://www.concernedhistorians.org/ar/22.pdf>

Transparency International, “Indice de perception de la corruption 2021 pour les Amériques : Une région en crise”: [https://www.transparency.org/en/news/cpi-2021-americas-a-region-in-crisis?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.transparency.org/en/news/cpi-2021-americas-a-region-in-crisis?utm_source=substack&utm_medium=email)

Foeke Postma, "Utiliser les nouvelles technologies pour étudier les vieilles photographies" : <https://www.bellingcat.com/resources/2022/08/09/using-new-tech-to-investigate-old-photographs/>

Diane Webber et Khaola Sherani, Centre d'études stratégiques et internationales, “ Faire face au phénomène persistant des disparitions forcées ”: [https://www.csis.org/analysis/addressing-continuing-phenomenon-enforced-disappearances?utm\\_source=substack&utm\\_medium=email](https://www.csis.org/analysis/addressing-continuing-phenomenon-enforced-disappearances?utm_source=substack&utm_medium=email)

**S'il vous plaît partagez des nouvelles avec nous!** [trudy@trudypeterson.com](mailto:trudy@trudypeterson.com) Pour voir les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

**La Section des archives et des droits de l'homme remercie le magazine d'archives italien en ligne Il Mondo degli Archivi d'avoir géré la distribution de SAHR News. Pour vous abonner aux News, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>**

Cette Lettre d'information est publiée sous licence *Creative Commons*. N'hésitez pas à le diffuser davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)